

Un bouquet pour la finance

10 chroniques du *blog du développement durable* autour du thème de la finance.

10 billets datés, du 29 mars 2006 au 11 septembre 2008 constituent le premier bouquet du blog du développement durable. Des billets sur des thèmes voisins, inspirés par l'actualité confrontée aux exigences du développement durable. Ces chroniques, datées, se recoupent souvent, mais leur rapprochement leur donne un nouvel éclairage, les met en perspective et montre leur cohérence. Voici un petit livre, un livret, premier enfant de Coup de shampoing sur le développement durable¹, qui regroupe 80 des premières chroniques du blog.

La *finance*, beau sujet de développement durable, que je vous propose d'engager avec le mot *Gratuit*. Nous verrons plus tard les choses qui fâchent. Le gratuit, c'est la production de la nature, le soleil et le travail des vers de terre qui creusent sans relâche pour notre profit. Une richesse formidable, dont on ne prend conscience que quand elle se dégrade, souvent bien trop tard. Le paradis terrestre, vite perdu par orgueil, par besoin de contrôler la nature, de l'asservir, et finalement de faire soi-même ce qu'elle fait bien mieux, et à moindre frais. Cette richesse ne se compte pas en argent, malgré sa valeur, et la finance tend à l'oublier. L'expression *l'économie réelle*, surprenante, est souvent employée en ces temps de crise financière. Elle est éloquente sur le décalage entre *l'argent* et la production effective, mais attention à ne pas réduire ladite économie réelle à la seule production marchande et au PIB. La dérive est facile. L'économie ne considère que ce qui s'échange, et il lui faut une seule unité pour pouvoir compter, donc un *prix* exprimé en monnaie. Pas de prix, pas de compte, et pas de finance. Ce qui n'a pas de prix est marginalisé. On n'en a négligé l'importance de la production primaire, des matières premières, réputées abondantes, lesquelles ont été abandonnées à leur sort jusqu'à ce qu'elles deviennent rares et puissent faire l'objet de spéculations. L'air que nous respirons ou qui nous protège dans la haute atmosphère, l'espace, la mer, les paysages, qui ne font pas l'objet de transactions, n'entrent qu'avec bien des difficultés et de nombreux artifices dans l'univers économique, malgré leur importance vitale. Aujourd'hui, ces ressources prennent de la *valeur*, qu'elles soient ou non dans le champ de l'économie. Cette valeur ne se traduit pas toujours en argent, et ne s'introduit pas en *bourse*. Leur mise à l'écart pendant des années de croissance insouciante a provoqué des transformations en profondeur des sociétés, parfois fort coûteuses en argent et en ressources. L'abandon des campagnes et des cultures vivrières au profit des grandes concentrations urbaines dans les pays du Sud, les extensions urbaines incontrôlées chez nous, et les villes *adaptées à l'automobile* constituent des handicaps lourds sur la route du développement durable. Les crises de différentes nature qui se succèdent, financières aujourd'hui, alimentaire hier, et qui affecteront peut-être demain *l'économie réelle*, reflètent une forme de *faillite* des modes de croissance élaborés après la guerre, pour la reconstruction et le développement industriel, comme il est courant aujourd'hui de le reconnaître. La finance a trop

¹ Editions Ibis Press (ibispress.com) 2007

dominé l'économie, et celle-ci s'est réduite aux échanges marchands, avec une attention extrême portée au bon fonctionnement des marchés, pour éviter tout risque d'inflation. Les *capitaux* humains et naturels ont ainsi été oubliés, et la loi du *profit* s'est imposée sans que le moteur que constitue la recherche dudit profit ne soit récupéré par la société : Le développement durable est la réponse à un défi que l'humanité rencontre pour la première fois de son existence à l'échelle de la planète, à savoir poursuivre une croissance forte dans un monde *fini*. Nous arrivons aux limites de ce que nous pouvons prélever, nous les avons même dépassées, et pourtant, les besoins à satisfaire ne cessent de s'accroître. La population mondiale augmentera de moitié d'ici une génération ; et chacun des êtres humains aspirera à une meilleure qualité de vie, alors que nous ne parvenons pas aujourd'hui à en nourrir convenablement un milliard. Ce défi nous condamne à une performance hors du commun. Il va falloir se défoncer pour dire les choses simplement, faire preuve d'intelligence et d'habileté.

La réponse vient d'avancées techniques, mais aussi de notre organisation sociale, pour faire référence à la définition complète du développement durable selon le rapport Brundtland¹. La finance est à l'évidence un élément fort de cette organisation sociale, de même que les lois de l'économie, qui ne sont pas naturelles mais bien forgées par les Hommes. Les événements récents révèlent le caractère irréal qu'a pris la *planète finance*, avec des sommes gigantesques dégagées subitement alors qu'il semblait impossible hier de trouver une infime part de cet argent pour lutter contre la faim et le SIDA, ou encore procurer de l'eau potable à une bonne partie de l'humanité. Les réponses données à la crise illustrent avec force le décalage entre la finance et la vie réelle. Le défi du développement durable a besoin d'instruments adaptés au 21^e siècle, conçus pour un monde fini et non pour un monde imaginé comme infini. C'est le retour de la vraie économie, fondée sur le principe de rareté des ressources. On nous annonce de grandes réformes, un nouveau système international. La finance devrait y retrouver son rôle de facilitateur de développement, et non de prédateur. Espérons que ce nouvel ordre international ouvrira de nouvelles *marges*, financières et sociales, pour relever le défi du développement durable.

Les dix chroniques du bouquet pour la finance

Gratuit, Faillite,	Valeur, Capital,	Argent, Prix,	Bourse, Profit,	Inflation, Marge
-----------------------	---------------------	------------------	--------------------	---------------------

¹ Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de **besoin**, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des **limitations** que **l'état de nos techniques et de notre organisation sociale** imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Gratuit¹

Dans le paradis terrestre, tout était *gratuit*, on n'avait pas à travailler pour bénéficier des biens que la nature offrait généreusement. Et bien, c'est toujours vrai, en grande partie. Nous ne nous en rendons pas compte. C'est peut-être parce que nous avons fait d'une malédiction - le travail – une vertu qu'il faut bien récompenser. C'est surtout parce que nous ne comptons pas ce qui tombe du ciel : les rayons du soleil et la pluie sont gratuits, de même que l'air que nous respirons et le chant des oiseaux. Toutes ces richesses sont acquises, nous les avons intégrées et elles ne comptent plus.

Nous sommes organisés en fonction d'une situation, de forces qui nous entourent, celles de la nature. Moulins à eau et à vent : juste la peine de ramasser cette énergie fournie par la nature ; en agriculture, le soleil casse les mottes, on joue avec le gel et le soleil pour préparer le sol, on favorise le travail des microorganismes. Combien ça coûte de faire l'équivalent avec des engins pilotés par du personnel et consommant des énergies fossiles ? La vie microbienne dans les couches supérieures des sols joue un rôle central d'oxygénation, d'enrichissement et de structuration avec une chaîne comprenant les vers de terre, les taupes, les orvets et autres reptiles. C'est vivre avec la nature, profiter de ses éléments et des activités spontanées des habitants de la nature pour faire plus avec moins. Les services gratuits sont agaçants, car contraires à la vieille idée qu'il faut travailler pour produire, alors qu'il suffit d'observer et de faire preuve d'intelligence, en exploitant les phénomènes très puissants qui se déroulent sous nos yeux. L'apport gratuit de la nature, sous toutes ses formes, multiplie l'efficacité du travail humain. C'est faire aussi preuve de modestie, alors que l'Homme veut souvent manifester sa puissance. Pour ce faire, il ne va plus composer avec la nature, mais lui imposer sa loi. Mauvais calcul, qui l'envoie tout droit dans la malédiction du travail. Travailler avec la nature, comprendre son fonctionnement pour en tirer les fruits avec le minimum d'effort, c'est sans doute la seule manière de nourrir et de faire vivre convenablement les neuf milliards d'êtres humains qui peupleront durablement notre planète. Et pour commencer, l'important est de prendre conscience de cet apport formidable de la nature, de sa générosité, pour la cultiver, la laisser s'exprimer, et la respecter pour notre plus grand profit.

Il est vrai que la nature a son rythme, ses irrégularités, et que l'impatience est une caractéristique bien répandue au sein de l'espèce humaine. Une armoire à sécher, c'est quand même plus sûr et plus rapide que de laisser sécher le linge sur un fil !

Le cas des zones humides est particulièrement significatif des apports de la nature : *bien que les champs cultivés représentent une surface près de 5 fois supérieure à celle des zones humides, ces dernières « rapportent » 40 fois plus à l'humanité en fonction des multiples services qu'elles rendent*, nous dit le président de l'Institut français de la biodiversité, Jean-Claude Lefeuvre². Les raisons en sont multiples : *Une valeur socio-économique a rapidement été associée aux différentes fonctions attribuées aux zones humides. Ces évaluations distinguent souvent « produits finis » (ressources d'origine animale ou végétale) et « services rendus » gratuitement. Parmi ceux-ci, a largement été mise en avant ces dernières années leur capacité à éliminer une partie de l'azote (notamment nitrate) provenant des bassins versants en sachant que deux processus majeurs sont impliqués dans la rétention et l'élimination de ces composés nitrés : d'une part l'absorption par la végétation et les micro-organismes du sol et, d'autre part, la dénitrification, le seul processus qui permette une élimination complète de l'azote puisqu'il transforme l'azote minéral dissous sous forme de nitrate en azote moléculaire gazeux. Par ailleurs, l'analyse de leur rôle dans le*

¹ Chronique parue le 30 avril 2007

² Pour une réhabilitation de la nature ordinaire : la notion de services rendus par les écosystèmes. Pages 129-138. In *La Charte de l'Environnement : enjeux scientifiques et juridiques*. Actes du colloque du 13/03/03. Publ. MURS et AFAS. 141 p.

contrôle des crues a montré qu'ils rendaient « gratuitement » plus de service que de nombreux barrages écrêteurs de crues construits à grands frais. On a également pu évaluer le rôle que jouent les zones humides dans la stabilisation des rivages, la protection de certains ouvrages comme les digues à la mer....Quant aux produits finis, ils vont de la coupe du roseau – encore exploité par des structures agricoles en Camargue ou en baie de Seine - aux productions de poissons des rivières et des fleuves, ce qui représente parfois la source essentielle de protéines pour différents pays en voie de développement ». Des économistes ont tenté de chiffrer le montant de ces apports gratuits, mais la tâche est difficile. Pour prendre d'autres exemples en France, on estimait, en 1998, que le secteur de La Bassée (Seine-et-Marne) joue un rôle de protection contre les inondations équivalent à un investissement de 2 milliards de francs (hors entretien), que les zones humides de la vallée de la Saône évitent une dépense de 30 à 72 MF/an pour traiter les nitrates et les pesticides¹. On notera, pour fixer les idées à l'échelle de la planète, qu'une équipe de chercheurs, scientifiques et économistes² les a estimés au minimum à un ordre de grandeur équivalent au PNB mondial. Pour un euro de production marchande, la planète vous en donne au minimum un second !

Comme pour l'énergie³, la difficulté est donc de prélever intelligemment une partie de cette richesse, et même de faire en sorte qu'elle s'accroisse régulièrement, de manière à pouvoir prélever un peu plus sans mettre en péril « la poule aux œufs d'or ». C'est le mode d'appropriation de cette richesse qui doit être examiné de près, et l'exemple donné par Jean-Claude Lefeuvre des fameux pré salés de la baie du Mont St Michel est éloquent : les marais sont bien plus productifs que les prés, mais *à la différence des agriculteurs, des chasseurs, des ornithologues et des protecteurs de la nature qui perçoivent directement, « visuellement » les « services » rendus par les marais salés pâturés, les pêcheurs, les mytiliculteurs, les ostréiculteurs ne peuvent se rendre compte, par manque de connaissances, du fait que le succès de leur productions, que leurs revenus peuvent en partie être tributaires de ces marais « ordinaires » qui, jusqu'à présent, étaient plus perçus comme une gêne qu'un atout.*

La nature est généreuse, mais sa production obéit à des lois qui traduisent des mécanismes complexes, des interactions. Les lois humaines ignorent souvent celles de la nature, et beaucoup de richesses sont ainsi perdues. La moitié des zones humides de la planète ont disparu en 30 ans. Le développement durable a besoin de ses instruments économiques, pour que l'activité humaine arrête de se substituer aux bienfaits de la nature, mais s'ingénie à les démultiplier.

Une affaire hautement rentable.

¹ Michel Cohen de Lara et Dominique Dron, "Evaluation économique et environnement dans les décisions publiques", rapport au ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, La documentation française, 1998

² Costanza et al. : The value of the world's ecosystem services and natural capital. Nature/Vol 387/15 mai 1997. Pages 253-260.

³ Voir la chronique [Abondance](#), du 19 mars 2007

Valeur¹

Très concrètement, il peut s'agir de *valeurs* boursières, avec les aléas qui les caractérisent. On pourra leur préférer les *valeurs* morales, références pour une société, qui sont au contraire très stables. Un mot aux résonnances multiples et contradictoires, que nous aborderons ici sous l'angle des utilités, des richesses créées au profit de la société.

Dans la vie courante, le terme est associé à un autre, *ajouté*, car ces valeurs s'ajoutent à chaque fois qu'un acteur économique s'en empare pour les transformer ou les transporter, les conditionner, les vendre. La valeur finale apparaît ainsi comme une somme de dépenses qui s'accumulent le long de la filière suivie par un objet ou un service. Ce sont les valeurs ajoutées, célèbres par la taxe qu'elles permettent de calculer².

Cette vision est bien imparfaite. Elle ignore la qualité et l'utilité même du service rendu, supposé traduit par les équilibres issus du marché. Puisqu'il y a un échange, la valeur des utilités est bien équivalente à la somme des valeurs ajoutées par la chaîne de fabrication et de distribution.

Hypothèse largement fictive. Prenons un exemple : *L'école*³. Dans la colonne des dépenses, des valeurs ajoutées, il y a l'achat du terrain, la construction du bâtiment et ses nombreux raccordements aux réseaux, son entretien et ses consommations ordinaires, le personnel technique et enseignant. On peut y ajouter les fournitures scolaires, payées par les familles, et qui contribuent à l'enseignement. Dans la colonne des valeurs créées, il y a le niveau scolaire atteint par les enfants, leur éducation, leur entrée dans la vie sociale, sans compter la simple prise en charge des enfants pendant que leurs parents travaillent. Vous l'aurez compris, la valeur de l'école est bien supérieure à la somme des dépenses consenties pour construire et faire fonctionner l'école. On parle depuis longtemps de coût global, et c'est un progrès par rapport aux approches séparant les investissements des dépenses de fonctionnement, mais ce n'est que le volet dépenses, et pas un bilan qui devrait mettre en regard la valeur créée.

On pourrait évoquer aussi la *santé*⁴, dans le même ordre d'idées. Sa valeur propre est bien souvent oubliée, obnubilés que nous sommes par les dépenses qu'elle occasionne. Le problème est que la valeur créée est difficile à évaluer, elle est variable, contingente, alors que les dépenses, en argent sonnante et trébuchante, se mesurent aisément.

L'hypothèse selon laquelle on mesure la valeur créée par les dépenses consenties pour les payer est donc bien hasardeuse. Elle vaut sans doute dans certains cas, mais la généraliser est abusif. C'est grâce à ce type de raisonnement que l'on considère que tout travail est porteur de richesses, alors qu'il peut en être destructeur, une fois le bilan établi convenablement. La comptabilité nationale traduit cette hypothèse contestable, le PIB ne traduisant qu'une somme d'activités, et non pas la valeur des richesses produites, nette bien sûr, c'est-à-dire déduction faite des valeurs détruites, comme des ressources naturelles non renouvelables retirées de la circulation, l'appauvrissement de la capacité à produire des milieux naturels, ou encore la dégradation de liens sociaux, la mise en danger de la santé de personnels. Nous en sommes bien loin, et la marche vers le développement durable sera bien compromise tant que notre système comptable de référence sera biaisé comme il l'est

¹ Chronique parue le 11 septembre 2008

² On pourra se reporter à la chronique [TVA](#), du 10/07/2008

³ [Ecole](#), chronique du 12/03/2007

⁴ [Santé](#), chronique du 11/03/2006 et n°66 dans *Coup de shampoing sur le développement durable* (www.ibispress.com)

maintenant. Loin d'un simple instrument d'observation, pour éclairer les citoyens et les responsables politiques et économiques, le mode actuel de comptabilité oriente les choix, en présentant une *image*¹ déformée de la réalité. Les biens essentiels, nécessaires à la vie et à la dignité humaine, comme le manger et le boire, mais aussi l'air que nous respirons, la sociabilité offertes par nos villes ou nos communautés humaines quelle qu'en soit la forme, la capacité pour chacun d'apprendre les choses de la vie, sont bien absentes de cette comptabilité. Certains de ces biens, autrefois abondants comme l'eau et l'air purs, ou les grands espaces, qui étaient restés hors du champ de l'économie, y sont déjà entrés, et y pèseront de plus en plus lourd. C'est au politique qu'il revient d'intégrer toutes ces *valeurs*, mais il a besoin pour cela de nouveaux instruments économiques. Piloter à vue est bien hasardeux, dans un univers aussi complexe que le monde moderne, avec le défi à relever du *commencement du monde fini* pour reprendre l'expression de Paul Valéry.

¹ [Image](#), chronique du 05/03/2007

Argent¹

Voilà un des mots les plus courants, sous cette forme ou des formes plus familières, telles que pognon, fric, ou encore oseille ou artich pour faire honneur au règne végétal.

L'argent est une de nos préoccupations premières, et il en a souvent fait oublier d'autres. Peut-on l'isoler de l'environnement ? Peut-on défendre l'environnement sans se préoccuper de l'économie ? On est frappé de voir que l'équation environnement-économie est très mal posée, tant par les tenants de l'environnement que par ceux de l'économie.

Un exemple frappant nous est fourni par la traduction par la presse de conclusions d'une étude sur les données économiques de l'environnement dans une région. Il s'agissait de faire la somme de toutes les dépenses publiques et privées que l'on pouvait attribuer à l'environnement : alimentation en eau et assainissement, déchets, améliorations du cadre de vie, lutte contre le bruit et les nuisances, etc. Deux titres illustrent la difficulté d'interprétation de ces chiffres : pour un journal, l'environnement **coûte** tant d'euros, et pour un autre, il **pèse** tant d'euros. Ce sont les deux facettes de la même médaille, d'un côté une demande et la dépense correspondante, de l'autre l'activité économique nécessaire pour répondre à la demande ; d'un côté des prélèvements pour faire face, de l'autre des chiffres d'affaire et des emplois. Deux approches bien classiques, mais toutes deux fausses, bien sûr, car la valeur de l'environnement ne peut être réduite aux seules sommes que nos dépensons pour le préserver. Le coût du bruit, par exemple, est infiniment supérieur aux budgets alloués chaque année pour lutter contre ce fléau. Les coûts en santé, journée de travail perdues, troubles du sommeil, dépréciation de biens exposés, etc. n'ont rien à voir avec l'argent dépensé pour construire des murs antibruit, refaire quelques chaussées, et isoler quelques maisons.

L'équation économique est d'autant plus difficile à poser que les interférences sont nombreuses. Les dépenses pour l'environnement sont faciles à identifier dans les systèmes que l'on appelle souvent *bout du tuyau*, quand il s'agit de traiter des pollutions que l'on n'a pu éviter, ou les déchets des ménages. Telle ville est tenue de réaliser une station d'épuration pour les eaux usées, et une usine de traitement des déchets de ses habitants. Mais une usine peut choisir de réduire ses effluents à l'occasion d'une modernisation de ses process, et la réglementation acoustique va produire des logements moins exposés au bruit sans que, dans ces deux cas, on ne puisse affecter explicitement de dépenses à l'environnement.

De même pour l'emploi. Il y a bien sûr des emplois spécifiques de l'environnement, dans l'eau, les déchets, le paysage, la chasse et la pêche notamment, mais nombreux sont les emplois *ordinaires* qui ont une mission à remplir pour l'environnement. Quand un plombier réduit la consommation d'eau en installant une chasse d'eau à double vitesse ou en luttant contre des fuites, il rend un service à la fois économique et environnemental. De même quand un laboratoire met au point une technique performante d'un point de vue sensible, comme l'énergie, l'eau, ou pour substituer un matériau courant à une ressource rare ou à un produit toxique.

Séparer environnement et argent n'a pas de sens, et présente le risque de biaiser les raisonnements, d'amener à négliger tous les apports intégrés ou spontanés. Telle forêt qui protège une nappe d'eau alimentant toute une agglomération n'est jamais comptée comme usine de purification, tel marais qui régule le débit d'un fleuve n'est pas compté comme un équipement construit de main d'homme et intégré de ce fait dans l'économie, avec investissement et fonctionnement.

Mal posée, l'équation économique de l'environnement met en valeur des coûts plutôt que des valeurs, et néglige les apports de la nature, que ce soit des matières premières, dont la valeur est réduite au coût de leur extraction ou de leur cueillette, ou des services qu'elle

¹ Chronique parue le 29 mars 2006

nous procure (aménités, régulations, etc.). Elle freine l'évolution vers la *dématérialisation* de l'économie, pourtant une des voies privilégiées du développement durable. Argent et environnement sont inséparables, et seule une vision intégrée permet d'avancer.

Bourse¹

Quelle curieuse coïncidence ! C'est au moment précis où la bourse s'effondre un peu partout dans le monde et tout particulièrement en Europe que Jacques Attali remet son rapport pour stimuler la croissance, et que la commission européenne propose une politique volontariste pour lutter contre l'effet de serre. Trois événements intéressants à rapprocher. La dépression boursière fait craindre, à moins que ce n'en soit la conséquence, d'une récession, d'une baisse de l'activité. Attali apporte le programme clé en main, à prendre ou à laisser, pour trouver le point de croissance supplémentaire qui manque à la France pour se situer dans une bonne moyenne des pays développés, et le plan climat européen offre un champ d'initiatives et de créativité dont le coût, quelques euros par européen, est bien moindre que ne serait le coût du *fil de l'eau*, de la passivité.

Une première interrogation concerne la valeur des entreprises. Est-elle si volatile qu'elle puisse s'évaporer en quelques heures ? Les pertes enregistrées rappellent que le *capital*² d'une société est immatériel pour une bonne part, un tiers environ. C'est la confiance qu'elle inspire. La bourse n'est pas une entreprise comme les autres, il ne s'y produit rien d'autre que de la facilité d'échange entre les investisseurs et les entrepreneurs. Les manœuvres financières des premiers, et leurs imprudences, se répercutent manifestement sur les seconds. C'est le prix à payer de la domination qu'exerce la finance sur l'économie, l'image sur la réalité concrète. L'image, la monnaie, sont des instruments fantastiques pour rendre plus faciles ces échanges, peut-être trop faciles. L'extrême fluidité des capitaux finit par coûter cher aux entreprises. Il faut trouver des solutions. Au secours Keynes ! La tentation est forte de reprendre les mêmes formules, qui ont permis de sortir de la crise une première fois. Ce n'est sans doute pas ce que Keynes lui-même aurait fait, lui qui se moquait du retard des hommes politiques, qui *appliquent sans le savoir les recommandations d'économistes souvent morts depuis longtemps et dont ils ignorent le nom*. Curieusement il rejoint Karl Marx sur ce point, qui disait que *Les morts pèsent d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants*.

Tout ça nous renvoie aux commentaires provoqués par le rapport Attali. De nombreux experts disent que ces mesures sont le fruit d'un recyclage intelligent de préconisations bien connues, qui figurent déjà dans nombre de rapports. Les mêmes experts affirment que ces mesures s'imposent pour la plupart, que tout le monde le sait, et qu'elles constituent la solution pour progresser et continuer à faire partie de l'élite de ce monde. J'en vois peu qui s'interrogent sur les raisons des échecs répétés à la mise en musique du bon sens. Il est plus facile d'incriminer un conservatisme forcené de la société française, qui refuse de suivre les experts. Un crime de lèse experts. Pas de commentaire, non plus sur la signification du PIB, de la croissance, mesurée sans compter les dépenses non monétaires, les destructions des *valeurs*³ qui n'intéressent pas la Bourse, humaines ou naturelles. Quand cette difficulté est évoquée, c'est pour dire que l'on y pense, et plutôt pour se dédouaner car aucune inflexion n'est visible de ce fait. L'impérialisme de la croissance reste entier, ce qui ne serait pas grave si on la mesurait convenablement, mais qui devient inquiétant quand on connaît les biais introduits dans les calculs, les oublis massifs dans des comptes où il n'y a pas de débit. La suppression du principe de *précaution*⁴, ainsi préconisée, traduit cette volonté de lever les

¹ Chronique parue le 24 janvier 2008

² [Capital](#), chronique du 22/02/2007

³ [Valeur](#), chronique du 11/09/2008

⁴ [Précaution](#), chronique du 28/02/2006 et n°57 dans *Coup de shampoing*

obstacles à une croissance plus optique que réelle, alors qu'il s'agit, nous l'avons déjà affirmé sur ce blog, d'un instrument de pilotage de la nécessaire prise de *risque*¹.

La libération de la croissance fait donc l'objet d'une résistance farouche. Peut-être, au lieu de répéter les mêmes propositions, eut-il été préférable de s'intéresser aux mécanismes fins, au jeu des acteurs, aux leviers qui pourraient ébranler des équilibres désuets. Les régulations obsolètes sont légion, mais faut-il les supprimer ou les faire évoluer ? La brutalité manifestée dans cette opération traduit sans doute l'incapacité des experts à entrer dans un dialogue équilibré, à explorer ce qu'est une bonne gouvernance. Dommage, car il y a quand même de bonnes choses dans ces propositions, et il ne faudrait pas qu'elles soient évacuées, une fois de plus, avec *l'eau du bain*².

Pour relancer la croissance, la lutte contre l'effet de serre. Un plan européen qui s'appuie sur un calcul plus équilibré, puisque le coût du programme est comparé à ce que coûterait son absence. C'est un effort collectif qui est l'enjeu. Certains voient une atteinte à la productivité des entreprises, un affaiblissement de leur situation dans le contexte bien sévère de la concurrence internationale. D'autres y voient au contraire un challenge dont les entreprises ont besoin pour progresser, pour prendre de l'avance dans un domaine qui s'imposera bientôt à tous avec force. Un levier pour la croissance, fondé sur une réalité physique qui restera au-delà de toutes les crises boursières. Le rôle des pouvoirs publics, européens et nationaux, est alors d'aider les plus faibles à franchir l'obstacle. La répartition de l'effort entre les Etats et entre les activités reste un exercice particulièrement délicat. Là encore, une bonne gouvernance sera bien nécessaire. Il y a un avenir à imaginer, mais, comme le disait Keynes, encore lui, *la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*.

¹ [Risque](#), chronique du 26/06/2006 et n°64 dans *Coup de shampoing*

² [L'eau du bain](#), chronique du 28/02/2006 et n°23 dans *Coup de shampoing*

Inflation¹

Un mot inquiétant, prononcé au seuil de l'année 2008, et qui ternit quelque peu les *vœux*² que nous nous échangeons. Cette année, les prix vont augmenter plus vite qu'il ne convient. La raison ? L'arrivée sur les marchés des pays émergents, dont la consommation d'énergie et de matières premières va fortement s'accroître. Nous allons être victimes de tensions sur les ressources au niveau mondial. La baguette de pain est directement concernée, chacun peut en être témoin. Le prix actuel du pétrole, il a dépassé les 100 \$ le baril, tout comme la lutte contre le réchauffement climatique, conduisent à solliciter la biomasse pour nous fournir de l'énergie, ce qui se traduit par une hausse générale des denrées issues de l'agriculture.

L'essence et le pain, produits indispensables aujourd'hui, même combat.

Cette perspective ne surprendra pas tous ceux qui n'ont pas oublié que l'économie, malgré le poids des secteurs des services et de l'industrie, reste fondée sur les entrants primaires, ceux que nous prélevons dans la nature³ : produits extraits de puits, de mines ou de carrières, produits de l'exploitation des forêts et des océans, produits des diverses formes d'agriculture ou d'aquaculture. De l'eau douce aux métaux précieux, en passant par le blé et le pétrole, tous ces ingrédients sont fournis au départ par la nature. Une pression excessive sur ces ressources, et toute l'économie en est affectée. Elles ont longtemps été *abondantes*⁴, et considérées comme inépuisables. Seules étaient prises en compte les tensions conjoncturelles, les crises régionales, les difficultés d'extraction, les retards éventuels dans les investissements nécessaires pour en tirer profit, du type capacité de raffinage.

La donne a changé ces dernières années. Autrefois immense, la planète est devenue petite, comme nous le rappelle Bertrand de Jouvenel depuis 40 ans⁵. Nous ne réglerons plus nos problèmes d'approvisionnement en allant un peu plus loin, ou un peu plus profond, chercher les ressources qui nous font défaut. Le risque est grand, dans ces conditions, de voir l'inflation entraîner des pressions sur les autres facteurs de production, dans l'espoir d'une maîtrise de l'ensemble. Les salaires en seront affectés, ainsi que les retraites, qui ne sont, faut-il le rappeler, que des salaires différés. La crise sur les ressources, de nature écologique, se répercutera sur la rémunération du travail, question de nature sociale. Economie, écologie, social, nous sommes bien dans une problématique de développement durable, avec des interférences fortes entre les trois dimensions qu'il serait bien imprudent et bien léger de traiter séparément. La discipline que le développement durable nous impose conduit à une approche du système dans son ensemble, et à dépasser les analyses strictement sociales, économiques, ou environnementales. Il n'est pas *durable* de sacrifier une dimension : la tension actuelle sur les ressources ne doit pas conduire à sacrifier le volet social, et réciproquement. Il ne faudrait pas que, pour maintenir un pouvoir d'*achat*⁶ immédiat, nous acceptions de prélever des ressources au-delà de ce que la planète ne peut produire. Une tentation de ce genre, bien compréhensible, nous conduirait à taper dans le capital productif au lieu d'en améliorer l'efficacité, hypothéquant ainsi les capacités des générations futures à

¹ Chronique parue le 11 janvier 2008

² Voir la chronique [Vœux](#) (07/01/2008)

³ Voir à ce sujet la chronique [Gratuit](#) (30/04/2007)

⁴ Voir la chronique [Abondance](#) (19/03/2007)

⁵ *Arcadie, essai sur le mieux vivre*, SEDEIS, 1968

⁶ Voir la chronique [Achat](#) (03/12/2007)

répondre à leurs besoins, pour reprendre la définition du développement durable donnée par le rapport Brundtland¹.

Il faut donc gagner sur les deux tableaux à la fois, le social et l'écologique. C'est le message du développement durable. L'économie doit permettre de faire progresser à la fois la qualité de vie de nos contemporains et le capital productif de la planète. La tension sur l'énergie nous donne une piste identifiée depuis longtemps, mais pas suffisamment explorée, celle de l'efficacité. Au lieu d'aller plus loin chercher de nouvelles ressources, utilisons mieux celles que nous avons. Si l'énergie est plus chère, faisons en sorte de mieux l'utiliser et d'en utiliser moins pour le même profit. Le bas prix des matières premières et de l'énergie ne nous ont pas incités à chercher à en améliorer le rendement. Les gisements d'économies sont nettement plus intéressants à exploiter que ceux que nous prospectorions pour trouver de nouvelles ressources. C'est dans le savoir faire, l'organisation sociale, la recherche scientifique et technique, c'est-à-dire un pari sur les ressources humaines, que sont les réponses, qui permettent de gagner pour l'environnement tout en assurant une croissance non prédatrice, non destructrice de valeurs humaines ou naturelles.

L'inflation nous guette. C'est le signe d'une faiblesse dans nos capacités d'anticipation. Nous n'avons pas su gagner en efficacité dans l'utilisation des ressources sensibles, celles sur lesquelles les tensions vont s'exacerber. Nous avons vu avec les pêcheurs en mer à quel point la *dépendance*² par rapport à une ressource comme le pétrole pouvait être fragilisante. Si on prend les poussées inflationnistes pour l'équivalent de poussées de fièvre, tâchons de soigner le malade et non la maladie, en agissant sur le corps social, son patrimoine et ses capacités productives et non uniquement sur cette dernière au détriment des deux autres. Cela ne ferait que retarder l'échéance, en l'aggravant.

¹ Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Editions du fleuve, 1987

² Voir la chronique [Dépendance](#) (04/10/2007)

Faillite¹

La France est-elle en faillite ? Le débat est ouvert ! La France s'enfoncé dans un déficit non seulement chronique, mais qui s'accroît année après année. Cela fait des années que la France n'a pas adopté de budget en équilibre, les comptes sociaux creusent encore au fond de leur trou, etc. Que n'entend-on pas sur cette douloureuse question des dépenses publiques, avec en fond de décor le pacte de stabilité et des engagements européens et internationaux. Mais que dire de la planète, laquelle est en déficit de plus de 20% par an, un déficit qui pourrait atteindre 100 en 2050 si rien n'est fait pour réagir à ce délit massif de grivèlerie ? Il faut le dire clairement, nous consommons sans avoir les moyens de payer. Il ne s'agit pas ici de déficit financier, mais d'un déficit matières. Et c'est beaucoup plus grave. La Terre consomme aujourd'hui un cinquième de plus que ce qu'elle produit, en richesses utiles à la vie, et non en papier monnaie. Les budgets financiers ne traduisent somme toute que des conventions entre les hommes, avec des institutions pour les gérer. Ce sont des constructions humaines, qui doivent rendre compte du niveau de production et d'échanges, mais qui ne s'intéresse guère au *capital*² productif autre que celui créé et possédé par les hommes. Nous savons que ce n'est qu'une vision réductrice des choses, et qu'elle peut masquer l'essentiel. Les dettes des uns sont les créances des autres, et la question du déficit renvoie plutôt à celle du pouvoir : qui détient les rênes, qui contrôle, qui choisit notre avenir ? Nous conviendrons sans difficulté qu'il vaut mieux rester maître de son destin, et que l'endettement, dans cette perspective, n'est pas une bonne chose. Nous savons aussi que le créancier et le débiteur sont condamnés à vivre ensemble, dès que la dette atteint un niveau suffisant pour que le créancier s'en sente aussi responsable. Les endettés peuvent avoir une position dominante, comme les Etats-Unis, et on voit bien que la question de la dette est bien plus complexe qu'il ne paraît. On nous dit d'ailleurs que, toute endettée qu'elle soit, la France représente un *bon risque*³.

Il en est tout autrement quand il s'agit de la dette physique, en termes de richesses produites et de ressources consommées, surtout quand le calcul est fait à l'échelle de la planète. Il ne s'agit plus de convention ni de relations de pouvoir, mais bien de capacité à produire. On aimerait bien que les hautes personnalités qui s'intéressent aux déficits publics, que les bons apôtres de l'orthodoxie budgétaire se penchent sur cette question. Cela fait trente ans que la ligne rouge a été franchie, que la pression sur la planète, mesurée en prélèvements de ressources et en pouvoir de régénération de nos rejets dans les milieux, dépasse la capacité de compensation de la planète. Depuis le milieu des années 1970, l'empreinte écologique⁴ de la planète est supérieure à son enrichissement naturel.

L'affaiblissement continu du capital nature, dont on mesure chaque jour les effets, est masqué par de fortes inégalités entre régions du globe, mais depuis la déclaration de Jacques Chirac à Johannesburg, en 2002, chacun sait qu'il faudrait trois planètes si tous les terriens vivaient comme les européens. Ces inégalités ont permis à une partie du monde de vivre largement au-dessus des standards que la planète autoriserait si elle pouvait s'exprimer. Aujourd'hui, avec la demande légitime de peuples très nombreux à sortir de la pauvreté et à atteindre un bon niveau de dignité, ce que l'on appelle le *développement humain*, il est clair que la question du déficit des comptes planétaires va se poser avec de plus en plus de force. Il va falloir trouver de nouveaux équilibres, qui permettront à l'humanité de vivre sur le flux des richesses produites chaque année par la planète, en

¹ Chronique parue le 24 septembre 2007

² Voir la chronique [Capital](#) du 22/02/2007

³ [Risque](#), chronique du 26/06/2006 et n°64 dans *Coup de shampoing*

⁴ Voir la chronique [Hectare](#) du 28/06/2006 et n°30 dans *Coup de shampoing...*

renforçant sa capacité de production au lieu de la réduire comme on le constate, par exemple, avec la disparition de zones de forte productivité, comme les marais, et les difficultés croissantes de la pêche en mer.

La France en *faillite* est un bon débat de politique intérieure, qui ne doit pas être négligé, mais il reste mineur à côté de la question de la productivité de la planète, enjeu majeur du siècle qui vient de commencer. La faillite de la Terre nous menace. Au-delà des comptes financiers, il y a la réalité physique. Ne pas l'oublier est la première condition du développement durable.

Capital¹

Prenons le mot dans le sens des économistes. Le *capital*, c'est la planète, nos savoir faire et nos connaissances, notre culture. C'est avec ce capital aux multiples facettes que nous vivons aujourd'hui et que nous vivrons demain. Plus précisément, c'est avec les revenus de ce capital, car il vaut mieux ne pas entamer le capital lui-même. Le développement durable, c'est vivre de ce revenu, du *flux*, tout en préservant et même en augmentant le capital, le *stock*. Rien que de la bonne gestion pour une entreprise, qui distribue des dividendes tandis que sa valeur augmente. Il faut transposer cette sagesse à l'échelle de la planète, et des multiples communautés qui y vivent, nations ou tribus, selon les cas.

De nombreux indicateurs nous disent que ce n'est pas le cas. Nous mangeons notre capital, puisque l'ensemble des consommations humaines dépasse la capacité de renouvellement annuel des richesses produites par la Terre. L'approche connue sous le nom d'empreinte écologique² met bien ce phénomène en évidence. Selon le "Rapport Planète Vivante 2002" du WWF³, l'empreinte écologique globale de l'humanité a presque doublé au cours des 35 dernières années, et dépasse de 20 % les capacités biologiques de la Terre.

Quelques économistes s'intéressent au développement durable, et l'un d'entre eux, Paul Ekins, professeur à l'Université de Westminster (GB) a proposé dès 1992 une manière originale d'aborder cette question de *capital*, dans une approche de développement durable⁴. Elle a été récemment évoquée pour l'évaluation du fonctionnement des fonds structurels européens⁵. L'originalité de la proposition d'Ekins est de distinguer quatre types de capitaux, et non pas un seul comme à l'accoutumée. Au-delà de celui qui sert à produire des biens et des services marchands, qu'il appelle le capital *manufacturé*, il décrit le capital *naturel*, ressources naturelles au sens large, y compris les écosystèmes et la biodiversité, le capital *humain*, santé, bien-être éducation, moral des troupes et savoir faire, et enfin le capital *social*, qui représente le fonctionnement de la société, réseaux, normes⁶, confiance. On retrouve, sous une forme différente, les trois piliers du développement durable, et la gouvernance, sachant que le capital humain reprend largement ce qu'il est courant d'appeler le volet social du développement durable. Le *capital social* peut alors être vu comme caractérisant la capacité à conjuguer toutes les énergies, à mobiliser les acteurs pour élaborer un projet commun et le faire progresser. Chacun de ces quatre capitaux peut être suivi grâce à des indicateurs, soit concernant le stock, le capital lui-même, soit le flux, c'est-à-dire ce qu'il produit chaque année. L'objectif de cette comptabilité d'un nouveau genre est bien de décrire comment ces capitaux évoluent, ainsi que leur efficacité. Les activités humaines doivent à la fois conforter les stocks tout en tirant le meilleur profit des flux. Dans cette logique, le développement durable consiste en *l'accroissement du bien-être humain sans entraîner une diminution des capitaux par tête*⁷. De la bonne gestion tout simplement, mais déclinée en quatre angles d'observation différents, et non selon une seule.

Voilà une vision *durable* du capital !

Revenons un instant sur le capital social, qui correspond à la densité et la qualité des liens sociaux. Il est déterminant, car de lui dépend essentiellement l'usage qui va être fait des

¹ Chronique parue le 22 février 2007

² Voir la chronique [Hectare](#) du 23 juin 2006, et n°30 dans *Coup de shampoing*

³ Disponible sur le site du WWF : <http://www.wwf.fr>

⁴ *A four-capital model of wealth creation*, in P. Ekins & M. Max-Neef (eds) *Real-life economics : understanding wealth creation* - London and New-York : Routledge

⁵ Paul Ekins et James Medhurst, *The European structural funds and sustainable development*, in *Evaluation*, Vol 12, n°4, oct. 2006, Sage Publications, London

⁶ Voir [Normal](#), n°47 chronique du 29 août 2006, et n°47 dans *Coup de shampoing*

⁷ Paul Ekins et James Medhurst

autres capitaux, de l'efficacité de leur mobilisation. On mesure le Capital social en prenant en compte trois aspects de la vie sociale : la vitalité des structures associatives (nombre d'adhésions et activités), les comportements (participation électorale, loisirs collectifs, etc.) et les attitudes (la confiance dans ses concitoyens et dans les institutions, face à diverses situations). Une équipe américaine, animée par Robert Putnam (*Kennedy school of social science* – Harvard), montre que le capital social aux Etats-Unis, après une hausse jusqu'au milieu des années 1960, connaît une dégradation accélérée depuis, et qu'à cette dégradation correspond une hausse des indicateurs de *décohésion sociale* : criminalité, fraude fiscale, échec scolaire, etc.¹

Le capital social n'est donc pas un concept théorique, il a des applications tout à fait opérationnelles, et traduit une réalité vécue intensément par chacun d'entre nous. C'est à la fois un élément de notre qualité de vie, et un atout pour valoriser l'ensemble de nos autres capitaux. Encore une forme de *double dividende* !

¹ On pourra se reporter, pour approfondir cette approche sur le capital social, au rapport de Bernard Perret pour le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, *Indicateurs sociaux : état des lieux et perspectives* (Les papiers du CERC, n° 2002-01, janvier 2002, disponible sur Internet <http://www.cerc.gouv.fr/doctrav/2002-01.pdf>). Il y commente notamment l'ouvrage de Robert D. Putnam, *Bowling alone, the collapse and revival of American community*, Touchstone, 2001

Prix¹

Dans le sens de trophée, le *prix* permet de distinguer les plus méritants, mais il a une autre vertu : elle incite à montrer ce que l'on fait et dont on est fier, et participe ainsi largement à la diffusion de *bonnes pratiques* qui resteraient bien isolées et sans suite en l'absence de cette dynamique que constituent les prix. Ils sont nombreux pour l'environnement, et il faut s'en réjouir. Méfions nous, malgré tout, des prix qui favorisent des contre-performances en termes de développement durable, celles qui conduiraient à tirer au maximum une caractéristique donnée, au détriment des autres. Aller plus vite que tout le monde, par exemple, ne doit pas se faire au prix d'une consommation supplémentaire d'énergie, ni d'une atteinte à la santé des compétiteurs...

Dans le prolongement de la chronique sur le *capital*², poursuivons notre réflexion sur le sens économique du mot prix.

Le *prix* d'un bien ou d'un service représente la valeur que l'on veut bien lui attacher. Dans la théorie économique dominante, c'est le simple résultat d'un ajustement entre l'offre et la demande sur un marché. Le prix ne reflète la valeur qu'en tant que l'on croit à l'universalité du marché comme mécanisme de révélation de ce qui compte vraiment, mais n'entrons pas ici dans des querelles d'économistes. Retenons que le prix est le résultat simple de mécanismes complexes, où interviennent de nombreux paramètres, touchant aux modes de vie, aux aspirations, à la demande sociale, tout comme au travail et au capital de connaissances nécessaires pour créer ce bien ou ce service, aux matières premières qui y sont incorporées, à l'organisation sociale mise en place pour permettre que la demande et l'offre se rencontrent. On utilise cette donnée, le prix, pour calculer la valeur de la production, que l'on obtient par addition. On dit que c'est ça l'activité du pays, la création de sa richesse au cours d'un exercice. On comptabilise ainsi le volume de l'activité, sensé représenter les utilités sociales, à partir de valeurs marchandes. On ne note pas la qualité de vie qui résulte de cette production, et on ne compte pas en débit les prélèvements de ressources qui ne se renouvellent pas durant la durée de l'exercice de référence. Malgré sa simplicité et son rôle bien évident dans nos sociétés, le prix ne donne qu'une image bien incomplète de la vraie création de richesse, au sens des quatre *capitaux*, manufacturé, naturel, humain et social.

Le simple usage du prix, au niveau collectif pour évaluer la création de richesses, ou au niveau personnel, pour guider des choix de consommation, ne peut répondre aux exigences du développement durable.

Les biens ou services que nous produisons et consommons sont composites. Ils résultent, pour le *capital naturel*, d'une accumulation de prélèvements d'origines variées, agriculture et forêt, industrie, transport, communication, bâtiment, etc. Pour noter le volume des prélèvements, on peut imaginer de suivre tout au long de son *cycle de vie* tel bien ou service, et d'ajouter à chaque étape une évaluation de la charge écologique qui y a été ajoutée. Parallèlement à la valeur ajoutée, on aurait ainsi, pour un bien donné, la charge écologique ajoutée, ce qui permettrait, dans les *agrégations*, les additions de type PIB, de faire un véritable bilan, avec deux colonnes, crédit et débit, et un *résultat* net. Un choix pour l'estimation des prélèvements ou charges environnementales serait à faire. Il est possible soit de concentrer le projecteur sur un point sensible, comme le carbone (ce qui se fait avec les *bilans carbone*) ou l'eau douce, soit de tenter une vision d'ensemble représentant toutes les atteintes environnementales, à la manière de l'empreinte écologique³.

¹ Chronique parue le 26 février 2007

² Voir la chronique [Capital](#) du 22 février 2007

³ Voir à ce sujet la chronique [Hectare](#) du 28 juin 2006 et N°30 dans *Coup de shampoing*

Les indicateurs dont on dispose pour les *capital humain*, comme l'indicateur de développement humain, sont riches de signification, mais bien compliqués à manipuler. On peut les suivre pour caractériser des populations, mais comment les transposer dans la vie quotidienne, comment les attacher aux actes courants de production, de consommation, d'échanges ? Et que dire d'indicateurs composites, encore plus complets, tels que *Happy Planet Index*¹, qui tente de traduire en un seul chiffre la complexité de la vie, en introduisant aux côtés de données économiques des éléments de qualité de vie et de pression sur l'environnement. Le prix est un formidable indicateur, qui présente une synthèse de nombreux paramètres, et on n'a pas su trouver aujourd'hui son équivalent pour synthétiser les dimensions qui sont en dehors du système marchand, même si elles jouent un rôle primordial dans la vie personnelle ou les grands équilibres planétaires.

Une tentation est de créer des tickets de rationnement. On sait faire, on l'a déjà fait dans des périodes de pénurie d'un bien donné, dans des périodes de guerre ou de crise. Dénrées alimentaires et énergie ont été ainsi l'objet d'une monnaie spécifique, directement reliée à la rareté du bien considéré. Ces tickets sont émis en fonction de la quantité de ressource disponible (ou de la capacité globale à la créer), et traduisent donc bien la contrainte collective. Répartis entre les consommateurs, ils influencent directement leurs choix, tout comme le prix. Ce que l'on appelle improprement les *droits à polluer* est une application directe de cette logique, appliquée aux gaz à effet de serre, et pour les gros opérateurs. Mais ce qui pourrait bien fonctionner au niveau d'acteurs économiques puissants n'est pas forcément adapté au comportement ni à la psychologie de consommateurs individuels. L'idée même d'une distribution de tickets de rationnement, fût-ce sur le carbone, dans une économie qualifiée d'abondance, semble anachronique, et susciterait de vives réactions d'hostilité.

Une autre voie, plus réaliste, est l'information du consommateur. Le *signal prix* doit être complété par un signal traduisant les valeurs non marchandes. L'étiquetage des produits sur les consommations d'énergie, ou d'eau, ou sur le niveau de bruit émis, constitue une première tentative d'information du consommateur. Les nombreux labels tentent de leur côté d'éclairer les choix, notamment en apportant des données sur l'origine de la production et les techniques employées. Peut-on rêver que l'on parvienne un jour à traduire les quatre *capitaux* en signaux accessibles à tous, quelle que soit la forme retenue, et qu'à ces quatre capitaux correspondent quatre *prix* intégrés dans l'univers quotidien des acteurs, et quatre bilans pour caractériser l'efficacité de la gestion politique d'une collectivité.

¹ Voir la chronique [Bonheur](#) du 28 juillet 2006, et n°5 dans *Coup de shampoing*

Profit¹

Après *Capital* et *Prix*, c'est au tour de *Profit*. Pour beaucoup un vilain mot, et des interrogations sur la légitimité des formidables profits des entreprises du CAC 40 et des pétroliers, qui contrastent avec le faible taux de croissance, les délocalisations, le chômage qui n'en finit pas, les menaces sur les retraites, et la mauvaise volonté pour indemniser les victimes des marées noires et de l'amiante. Et j'en passe sûrement.

Et pourtant, l'évangile ne fait-il pas l'apologie du profit dans la parabole des talents ? Le profit en soi n'est donc peut-être pas totalement immoral, et certaines sociétés pensent même que la fortune est le signe de la bénédiction divine...

La question du profit est sans doute plus compliquée qu'elle n'en a l'air, et vaut mieux qu'une condamnation brutale et sans appel. Ce n'est pas le profit en soi qui pose problème, mais la manière de les réaliser, et ce qu'on en fait ensuite. L'amont et l'aval, toujours cette approche en *boucle*² caractéristique du développement durable.

Dans une approche basique *développement durable*, on part des trois *piliers*. Le profit est le fruit d'une démarche économique, il faut donc voir comment il peut être aussi porteur de valeurs environnementales et sociales.

Une première approche renvoie, pour l'environnement, à l'excellence environnementale dans les processus de production, et pour le social, à une politique sociale ambitieuse. Il ne faudrait pas oublier pour autant la nature de la production. On peut faire de la drogue bio, avec en outre une politique de haut salaire, ça ne fait pas du développement durable pour autant. Il faut aussi veiller à ce que la production produise du vrai bonheur sans épuiser les ressources de la planète. Cette question devrait interpeller les grands secteurs productifs, leur offre est-elle à la fois socialement utile et écologiquement correcte ? On a vu avec *Lotissement*³, que la qualité de l'offre et le respect à la fois des populations et de l'environnement constituent la condition même du développement d'une activité. Concernant d'autres biens de consommation, tels que télévision, automobiles, ampoules halogènes, on peut se demander si une réflexion analogue a été lancée, les possibilités d'exportation retardant l'heure de vérité. Ces biens peuvent apporter des bienfaits, et ce sont les aspects à promouvoir, mais au prix de la dépendance, de pollutions et d'épuisement des ressources, et ce sont les volets à réduire. Au-delà des processus de fabrication, c'est la valeur sociale des biens mis sur le marché, et sources de profits, qui doit être examinée dans une approche développement durable.

Et en aval, que faire de tous ces *profits* ?

En profiter, si on ose dire, pour changer d'époque. Les entreprises doivent entrer dans une ère nouvelle, comme toute la société. Celle de la croissance qualitative, de la dématérialisation, de la satisfaction des besoins de neuf milliards d'être humains à l'horizon 2050. Tout ça avec une seule planète. Un beau défi, qui demande des investissements humains et financiers considérables. Une opportunité pour les entreprises pionnières qui sauront défricher ces nouvelles orientations, et pour les nations dont les économies auront su prendre ce virage. Quand les pétroliers investissent dans les éoliennes, ils ne font pas autre chose, et il y a de nombreux champs d'innovations de ce type à exploiter. Pour la vieille Europe, pauvre en matières premières et en énergie, mais riche de sa culture technique, de son patrimoine humain, de ses villes, de ses mers et de sa biodiversité, il y a une opportunité à saisir. L'esprit pionniers et défricheur des américains les pousse à aller toujours plus loin, à privilégier la quantité plutôt que la qualité, à l'expansion plutôt qu'à l'intensification. Les valeurs de colonisation sont encore très présentes dans leur culture, et

¹ Chronique parue le 22 mars 2007

² [Boucle](#), Chronique du 17 mars 2006, et n° 6 dans *Coup de shampoing*

³ [Lotissement](#), Chronique du 28 mai 2006, et n°38 dans *Coup de shampoing*

la conquête de l'espace reste leur nouvelle frontière, alors que l'époque n'est plus à l'Odyssée, mais à la culture de notre jardin.

Les *profits* d'aujourd'hui peuvent être une aubaine pour demain. On aimerait juste que ces investissements ne soient pas confidentiels, ne soient pas uniquement une affaire de financiers et d'industriels, car toute la société est concernée. Les grandes orientations, qui auront inévitablement, à un moment donné, besoin des pouvoirs publics pour encadrer leur développement, soutenir tel effort de recherche, fixer de nouvelles règles adaptées aux nouveaux produits, doivent être débattues à des moments critiques, ne serait-ce que pour contribuer à la bonne santé du *capital* social, au sens des quatre capitaux. Et nul doute que ce capital, essentiel pour la mobilisation de la société, apportera à son tour sa dose de profit. Allons, vive le *profit*, puisse chacun y contribuer, et en bénéficier !

Marge¹

Très important, la marge. Dans un devoir, c'est là où le professeur inscrit ses annotations. C'est aussi, dans de nombreuses revues, le lieu où les éléments forts des articles sont repris et soulignés. C'est aussi un instrument de mise en page, qui fait ressortir la structure d'un document, ses composantes. C'est le *vide*² qui donne sa force et sa signification au plein. La marge évoque aussi le bénéfice prélevé sur une opération. Toujours très important, un concept à cultiver, à faire progresser. Attention toutefois à la *dérive*³ bien connue : la dictature de la marge. Je ne fais plus d'opération à moins d'une marge de X pour cent ! Il est vrai que la *marge* comme unique objectif, indépendamment de toute autre considération, n'offre d'autre perspective que l'exploitation maximale des hommes et du milieu, ce qui n'est pas vraiment durable. Une *marge* convoitée avec des yeux plus gris que le ventre. Ça sent fort la terre brûlée. Nous sommes loin d'une économie fondée sur la satisfaction des besoins, loin du *client*⁴ roi. Nous sommes à l'opposé des propositions de Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix en tant que *banquier des pauvres*, qui disait récemment⁵ : *Tout le monde espère gagner de l'argent en faisant des affaires. Mais l'homme peut réaliser tellement d'autres choses en faisant des affaires. Pourquoi ne pourrait-on pas se donner des objectifs sociaux, écologiques, humanistes ? C'est ce que nous avons fait. Le problème central du capitalisme " unidimensionnel " est qu'il ne laisse place qu'à une seule manière de faire : rentrer des profits immédiats. Pourquoi n'intègre-t-on pas la dimension sociale dans la théorie économique ? Pourquoi ne pas construire des entreprises ayant pour objectif de payer décemment leurs salariés et d'améliorer la situation sociale plutôt que chercher à ce que dirigeants et actionnaires réalisent des bénéfices ?* Il n'y a pas que la *marge* dans la vie. Et quel gâchis, que de laisser tomber *l'immense potentiel inexploité que tout être humain porte en lui*⁶, pour peu qu'il ne réponde pas aux exigences ordinaires des banques. En refusant l'esclavage de la *marge*, Muhammad Yunus se révèle être un économiste original, pour ne pas dire marginal. Il nous ouvre ainsi la voie vers une autre approche de la marge, celle du *marginal*. Une personne différente, qui pense autrement⁷, ou qui vit autrement, dans un autre monde pourrait-on dire si nous ne la côtoyions pas tous les jours. Le marginal vit à l'écart de la société, il n'en accepte pas les règles, et il est rapidement considéré de ce fait comme un délinquant. Faut-il *tolérer*⁸ le marginal, c'est-à-dire le laisser vivre, le service minimum, ou bien y a-t-il mieux à faire ? Le marginal est donc un original, celui qui s'intéresse à d'autres choses, qui ne suit pas les matchs de foot à la télé avec les copains, ou qui au contraire se passionne pour les bleus, dans un milieu d'intellectuels qui méprise souverainement ce genre de manifestation. Quel rapport avec le développement durable ? Le mécanisme de la création suppose de pas reproduire les modèles du passé, ceux que l'on a toujours connus, mais d'imaginer des choses nouvelles. Il faut parfois savoir transgresser

¹ Chronique parue le 2 juin 2008

² [Vide](#), chronique du 12/06/2006

³ [Dérive](#), chronique du 22/05/2008

⁴ [Client](#), chronique du 02/11/2006 et n°14 dans *Coup de shampoing*

⁵ Dans un entretien au Journal *Le Monde* du 25 avril 2008

⁶ Muhammad Yunus, *Vers un monde sans pauvreté*, (trad. Olivier Ragasol Barbey et Ruth Alimi), éd. Jean Claude Lattès, 1997

⁷ Voir [Les autres](#), chronique du 02/08/2007

⁸ Voir [Tolérance](#) chronique du 27/09/2006 et n°75 dans *Coup de shampoing*

les règles communes, de voir si ça ne marche pas autrement. Cette curiosité entraîne de nombreux échecs, et alors le marginal est renvoyé au mieux à ses chères études, quand il n'est pas exclu de la société dont il est originaire. Mais elle provoque parfois de beaux succès, même posthumes. De nombreux artistes, et pas uniquement des surréalistes, sont là pour en témoigner, et il leur arrive parfois de faire des *marges* gigantesques avec le minimum de matière.

Des marginaux géniaux, on les trouve aussi parmi les savants, qui font bouger le monde. Il faut alors que la société exerce une vigilance et un esprit critique qui lui permette de distinguer le savant fou, spécialiste de la fuite en avant, de la résolution d'un problème par des cadeaux empoisonnés porteurs de bien d'autres problèmes, encore plus graves. A ne pas confondre avec élargissent le potentiel créatif de l'humanité.

Important c'est d'être libre, de ne pas être inféodé à un système de pensée tel que la prééminence de la *marge*, qui bloque la recherche d'un autre monde.

